

« Oser lutter pour oser vaincre »

La première convention officielle d'accaparement de terres dans l'Office du Niger, a été signée en catimini entre les deux chefs d'Etat malien et libyen en 2004. 100 000 ha sont ainsi attribués sans aucune concertation, tandis que 120 000 paysans et paysannes travaillent sur seulement 40 000 ha de terres aménagées. D'autres conventions suivront TOMOTA, Modibo Keita etc toujours sans aucun dialogue avec les acteurs paysans, à part de déloger les familles en place, démolir maisons et cimetières, emprisonner et frapper les « rebelles », les compensations sont distribuées au compte goutte sans critères connus et pas à tout le monde. C'est l'argument suivant qui a toujours prévalu : « Mais ces terres ne sont pas à eux, elles sont à l'Office du Niger, donc de l'Etat nous les gérons comme bon nous semble, en tant que patron d'une entreprise agricoles » affirme le PDG de l'Office du Niger. « Négocions les compensations et partons » clame de son côté le représentant de la Chambre d'agriculture régionale »

Mais le phénomène accéléré des accaparements de terres arrive sur la scène internationale, le Mali est montré du doigt après Madagascar. Les informations commencent à se circuler. 7 ans plus tard la voix paysanne a décidé de se faire entendre, malgré les pressions. C'est à KOLONGO à 100KM de Ségou et 300 km de Bamako, là où les premiers travaux ont commencé que symboliquement le forum va se tenir. Tout comme la révolte du 22 septembre 1872 contre l'invasion coloniale célébrée avec faste à LOGOSABOUCIRE à l'occasion du cinquantenaire par le Gouvernement du Mali.

La veille du rassemblement pour le forum, ce 10 novembre 2010, l'anxiété se lisait sur les visages des organisateurs. Combien de paysans et paysannes allaient être au rendez-vous ? En effet, l'Office du Niger avait déployait ses sbires dans la campagne avec comme consigne de dissuader les gens d'aller à ce forum de « contestataires », quitte à allonger quelques menues monnaies. Le maire du village a refusé l'accès aux lieux publics comme le stade, la radio locale décline l'émission prévue, mêmes les femmes chargées de la restauration subissent des pressions. Sur des terrains de l'Office, tout est prêt : banderoles et drapeaux de la Via CAMPESINA bien en vus, chapiteaux montés, chaises, groupe électrogène pour l'électricité et la sono, lieux de couchage, cuisine et toilettes délimités. Le déroulement de la journée du lendemain par rapport aux prises de paroles et témoignages est finalisé par le comité de pilotage. Tout est prêt. La nuit est tombée depuis plus de deux heures et nous sommes déjà 200, 300 à être là. Au petit matin, cars, camions, voitures déversent une foule bigarrée et haute en couleurs par les boubous. De nombreuses femmes aussi sont là, des villages se sont cotisés pour venir, des délégués représentent toutes les régions du Mali. Au final ce sont plus de 2000 personnes qui ont répondu à l'appel de KOLONGO.

Presque 30 témoignages ont dénoncé les violences et la non prise en compte des réalités paysannes : personnes âgées battues, une femme enceinte de 5 mois a perdu son bébé sous les coups, opacité des tractations, obstruction à l'information. Les représentants de l'Office se sont discrédités niant toutes conventions, toutes violences, alors que les documents étaient montrés et que les témoignages se sont succédés. Les médias nationaux et internationaux d'Arte au New York times en passant par RFI étaient présents. La voix paysanne pourra être relayée.

Le lendemain le PDG de l'Office du Niger, lors d'une conférence de presse, continuait à nier les violences mais jurait que tout était remis à plat au niveau des baux, brandissant un document pour attester ces dires. « Le premier aménagement, route et canal, fait par Malibya pour 26 millions de dollars, est offert et les 300 000ha devant être irrigués, iront aux exploitations familiales ». Info ou intox ? Malgré la promesse devant les de nous remettre ce document au nom de la transparence car jusqu'ici « la communication » n'était pas bonne » pour éviter « toutes les rumeurs non justifiées que nous clamons partout », ce document n'est pas encore en notre main. Mais l'Office est prêt à s'asseoir avec les organisations paysannes. Une première amorce de dialogue mais quand ? Et sur quelles bases si nous n'avons pas les données. ?

En attendant l'appel de KOLONGO demande que toutes les victimes soient dédommagées tant matériellement qu'immatériellement, qu'un gel de toutes conventions, tractations et pourparlers soit mis en place de suite, que ni nécessaire des démarches juridiques seront enclenchées, et qu'un dialogue s'engage enfin entre les paysans et leurs spoliateurs. Bravo ! Le forum fut une réussite, c'est aussi le début d'une longue bagarre mais désormais c'est ensemble qu'ils la mèneront. Plus aucun paysan et paysanne ne sera seul-e devant la violation de ses droits élémentaires face à l'accaparement de terres dans l'Office et ailleurs. Et nous, nous avons la responsabilité de soutenir et de relayer cette lutte. Globalisons les luttes, globalisons l'espoir !